

**R E P U B L I Q U E   F R A N C A I S E**

**D E P A R T E M E N T   D U   R H Ô N E**

**V I L L E   D ' O U L L I N S**

**A R R E T E   D U   M A I R E**

**AFGE 07/29**

OBJET : autorisation d'une vente au déballage.

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2212-5.

Vu les articles L 310-2 et L 310-5 du code de commerce,

Vu l'article L 121-15 du code de la consommation,

Vu le décret d'application du 16 décembre 1996 relatif aux ventes en liquidation, ventes au déballage, ventes en solde et ventes en magasins d'usines,

Vu la décision 07/02 du 11 janvier 2007 relative aux tarifications applicables aux occupations privatives du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> février 2007.

Vu la demande de Madame Dominique Thuilier, 16 boulevard de l'Yzeron en date du 13 février 2007.

**ARRETE :**

**Article 1 :** Une vente au déballage de type « vide grenier » est autorisée le samedi 21 avril 2007 de 9h à 18h le long du boulevard de l'Yzeron entre les numéros 17 et 28.

**Article 2 :** L'espace réservé à la vente ne devra en aucun cas excéder 300 m<sup>2</sup>.

**Article 3 :** la publicité sur la voie publique est interdite. Il appartient à l'organisateur de respecter la réglementation et les règlements locaux de publicité en vigueur.

**Article 4 :** Seuls les vendeurs autorisés par les organisateurs pourront proposer des marchandises à la vente à cette date.

**Article 5 :** Les organisateurs devront s'assurer que les objets proposés au troc ou à la vente soient des objets personnels et usagers.

**Article 6 :** Les organisateurs de cette manifestation devront s'assurer de la tenue d'un registre des vendeurs coté et paraphé par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la commune du lieu de la manifestation. Ce registre devra être adressé au plus tard, dans un délai de huit jours, à la Préfecture du Rhône (Direction de la Réglementation 1<sup>er</sup> bureau).

**Article 7** : Les organisateurs s'engagent à rendre les lieux en parfait état de propreté après la manifestation.

**Article 8** : Les droits de voirie afférents à cette occupation du domaine public s'élèvent à 10 euros.

**Article 9** : Monsieur le Directeur général des services de la Ville d'Oullins, le Chef de service des Affaires Générales, les Gardes Municipaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet et au Commissariat de Police d'Oullins.

**Article 10** : Outre les recours gracieux et hiérarchique qui s'exercent dans le même délai de deux mois, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Fait à Oullins, le 7 mars 2007**

**François-Noël BUFFET**  
Sénateur-Maire